



Union Départementale
des Syndicats CGT
8, Place Malus
18000 BOURGES

Dispensé du Timbrage
Bourges CTC



PRESSE
DISTRIBUÉE PAR
LA POSTE

-O-O-O-

ISSN 1168-0423
Prix : 0,15 €

N° 280
NOVEMBRE 2005

Déposé le 29.11.2005

Edito

UNE SEULE REPONSE A LA REPRESSION, LA SOLIDARITE !

La CGT réaffirme avec force que les habitants et les salariés ont le droit de vivre dans la dignité et dans la sécurité et que les violences actuelles, dont les premières victimes sont les familles les plus modestes, sont inacceptables.

Dans le même temps, la CGT et les salariés attendent du gouvernement qu'il apporte des réponses concrètes aux besoins des populations en souffrance victimes de la précarité, du mal vivre, du chômage et de la pauvreté et qu'il mette fin aux discriminations. Il est urgent de retisser le lien social, promouvoir une resocialisation par le droit au travail pour tous et permettre à chacun une promotion sociale.

Aucune mesure d'exception destinée au maintien de l'ordre n'aura comme vertu d'atténuer le cruel diagnostic de la situation sociale. Ce n'est pas une crise des banlieues, une crise de la jeunesse, une crise de l'immigration, c'est une crise sociale, révélatrice des fractures qui se sont creusées sur plusieurs années.

Que se passe-t-il dans ce pays soi disant « développé », pays des grandes révoltes ouvrières, pays des droits de l'homme, où la population est capable du pire comme du meilleur. Voter l'extrême droite et quelques jours plus tard se rassembler dans un front républicain pour la rayer de la scène politique, reconnaître comme une richesse la diversité ethnique et ensuite, à cause des violences urbaines, donner quitus au gouvernement pour la mise en place de mesures répressives d'un autre temps.

La classe ouvrière ne serait-elle plus en mesure de combattre les idées capitalistes, les idées fascistes et xénophobes ? Je ne le pense pas, je suis même persuadé que les organisations syndicales, comme les associations vont jouer leur rôle pour favoriser le dialogue et la négociation en portant haut et fort les revendications sociales et en proposant d'autres choix de société basés sur la démocratie, la justice et la solidarité.

Le refus du gouvernement et du MEDEF de prendre en compte ce qui s'exprime dans les manifestations par des grèves ou à l'occasion de consultations politiques, nourrit fatalisme, désespérance et violence et ça, la CGT le combattra avec force et conviction.

Alain DENIZOT
Membre du Bureau de l'UD du Cher

Sommaire :

- Edito :
- Une seule réponse à la répression : la solidarité.
- P 2 : Pour un Service Public d'Education.
- P 3 : 100 ans de Rosières
Congrès de l'Union Syndicale de la Santé
Pour EdF doit rester 100 % publique ?
- P 4 : Résultats d'Elections dans le département.
- P 5 : Forum sur les Services Publics à Tours.
- P 6 : Pénibilité et Retraite
- P 7 : Syndicalisation ;
- P 8 : Comité Général du Cher
Résultat de la Souscription 05.

5 DECEMBRE 05 à Tours

Forum national
Sur les Services Publics

6 DECEMBRE 05 à BOURGES

Journée d'action
Pénibilité et Retraite.

19 JANVIER 06 à Bourges

Comité Général de l'UD

SOUSCRIPTION 05
de l'UD-CGT Résultats page 8



Pour un Service Public d'Éducation

La loi sur l'avenir de l'École, avec sa réforme du collège, ne répond pas au besoin d'une école permettant à chaque jeune d'accéder à la culture et à la citoyenneté et d'acquérir une formation générale et professionnelle débouchant sur une qualification reconnue.

L'organisation, dès la fin de la 5^{ème}, de l'éviction des élèves les plus fragilisés va à l'inverse de ce qu'il faudrait faire pour relever les défis auxquels la société est confrontée et pour offrir à chaque jeune l'opportunité de trouver sa place et de s'épanouir.

Tous les salariés expriment des attentes fortes vis-à-vis de l'École. Au terme de scolarités dont la durée est aujourd'hui plus longue, les débouchés ne sont pas toujours au rendez-vous ou sans commune mesure avec les efforts consentis. Malgré la démocratisation de l'enseignement, de nombreux jeunes sortent encore sans diplôme et surtout sont marqués durablement par un vécu de leur échec scolaire qui vient trop souvent confirmer et redoubler les difficultés liées à leur origine sociale.

La CGT porte l'exigence d'un service public d'éducation qui fasse que les conditions sociales ne soient plus un obstacle à la poursuite d'études et à l'acquisition d'une qualification. Elle revendique aussi pour chacun le droit à une formation tout au long de la vie qui serait vaine sans une formation initiale de haut niveau. Elle intègre ces revendications dans un ensemble plus vaste auquel le syndicalisme confédéré apporte la cohérence nécessaire.

Progresser vers davantage d'égalité devant l'éducation n'est pas seulement un problème d'organisation du système éducatif. Il faut s'appliquer à réduire les inégalités de conditions de vie entre les familles au sein desquelles les enfants grandissent (revenu parental, qualité du logement, qualité des équipements publics) et aussi favoriser davantage la mixité sociale par des politiques publiques d'urbanisme et d'emploi impliquant les entreprises.

Depuis plusieurs années, gouvernement et patronat conjuguent leur action pour remettre en cause de nombreux droits sociaux : retraite, protection sociale, contrat et durée du travail ...

Ils ont compromis l'efficacité et l'avenir des services publics, malmené lourdement l'emploi et le pouvoir d'achat.

Le système éducatif n'a pas été épargné.

Suppressions d'emplois et réduction de l'offre de formation sont une constante depuis 3 ans.

Comme de nombreux autres salariés, les personnels de l'éducation se sont massivement mobilisés pour s'opposer à ces politiques et à leurs effets.

Mais ils peuvent aussi avoir l'impression que, face à la détermination gouvernementale, rien n'y fait ou ne peut y faire.

Cette perception est renforcée par l'existence d'un syndicalisme divisé et dispersé, dont la présence sur de nombreux lieux de travail est insuffisante, voire inexistante.

La CGT ne se résigne pas à cette situation. C'est en parlant le langage de la mobilisation et de l'unité professionnelle et interprofessionnelle, que nous pourrions inverser la tendance, imposer nos revendications, et ainsi, reprendre le chemin du progrès social. La CGT veut répondre aux attentes exprimées par les salariés vis-à-vis du syndicalisme. Résultats électoraux, syndicalisation, luttes gagnantes dans des entreprises, de nombreux signes témoignent qu'elle est de plus en plus comprise.

La démarche de proposition que porte la CGT s'appuie sur la démocratie, c'est-à-dire sur l'implication et la consultation des salariés.

Sur chaque question revendicative, elle a la volonté de rechercher systématiquement le rassemblement et l'unité d'action les plus larges pour être entendue.

Renforcer cette démarche est un moyen pour chacune et chacun d'être acteur, avec d'autres, de son présent et de son avenir.

Bernard Thibault, Secrétaire Général de la CGT

100 ANS D'HISTOIRE d'Hier à Aujourd'hui

Le Syndicat CGT de **ROSIERES-LUNERY** vous invite à rendre visite
à l'exposition qu'il organise au Restaurant d'entreprise à Rosières
30 Rue Yves Lacelle
du 29 Novembre au 1^{er} Décembre 2005
de 16 h 30 à 18 heures

L'Union Syndicale de la Santé et de l'Action Sociale CGT du Cher
tiendra son Congrès les

5 & 6 Décembre 2005

Salle des Fêtes des Résidences de la Maison de Retraite de Bellevue
Rue du Président Maulmont à Bourges

Avec la participation d'Evelyne LHOMET
Coordinatrice régionale, mandatée par la Fédération Santé et Action Sociale

Pourquoi EdF doit rester 100 % publique !

La flambée des prix du baril de pétrole affecte votre pouvoir d'achat. La montée du prix de l'énergie fragilise l'emploi industriel. Tous les experts s'accordent à le dire, cette crise énergétique est profonde et durable.

Le gouvernement a certes réussi à ouvrir le capital, mais la CGT n'en continue pas moins à mobiliser pour le retour au service de l'électricité 100 % public notamment par une pétition qui a recueilli déjà plus de 2000 signatures dans le département.

Il faut continuer la campagne de signatures. Cette pétition figure dans le Bulletin d'information de l'UD d'Octobre 2005. On peut également la télécharger à partir du site internet de l'UD : www.ud18.cgt.fr

TRESORIER, TRESORIERE,

Pensez à commander dès maintenant vos timbres et FNI 2006.
Réglez aux structures de la CGT (UD, UL, Fédé ...) les cotisations encaissées 2005.
Merci.
Le taux de cotisation 2006 concernant notre UD du Cher sera fixé début décembre.

QUELQUES RESULTATS D'ELECTIONS PROFESSIONNELLES

Elections au Comité Social et Culturel de la Ville de Bourges CCAS et Agglomération « Bourges Plus » actifs et retraités le 8 Novembre 2005

Le nouveau Conseil d'Administration : CGT 8 (+ 1) FO 2 (- 1) Autonome 3 (+ 1)

	2001		2005	
CGT	528	51,41 %	735	63,91 %
FO	257	25,02%	164	14,26 %

Elections DP et CE de MBDA-France Bourges

La CGT reste la première organisation syndicale de l'établissement tout en perdant 6,92 % par rapport à 2003.

La CGT garde le même nombre d'élus en DP.

Les autres organisations syndicales progressent.

Sur l'ensemble de l'établissement tous collèges confondus :

	Voix	%	Différence Voix	Différence %
CGT	437	29,23 %	- 128	- 6,92 %
CFDT	188	12,58 %	17	1,63 %
FO	391	26,15 %	1	1,20 %
CFTC	135	9,03 %	24	1,93 %
CGC	344	23,01 %	18	2,15 %

Elections professionnelles à TIMKEN France Vierzon

Comité d'Entreprise :

1^{er} Collège CGT : 80,89 % 2^{ème} Collège CGT : 57,60 %

Délégués du Personnel :

1^{er} Collège CGT : 75,76 % 2^{ème} Collège CGT : 55,35 %

SOUSCRIPTION UD

Avec 4359 billets vendus, nous atteignons presque le résultat de l'an dernier. Compte tenu des circonstances de la vie syndicale dans les entreprises, ce n'est pas si mal. Néanmoins, comme à l'accoutumée, de grandes inégalités sont à noter et il est clair que, malheureusement, certains syndicats ne se sont pas préoccupés de notre souscription annuelle. Par exemple, lorsqu'un militant qui menait à bien cette activité n'est plus dans l'Entreprise, le résultat a été médiocre voire nul. Cependant, nous remercions les militantes et militants qui s'y sont investis et contribuent ainsi à notre équilibre budgétaire puisque c'est plus de 3.000 euros de bénéfice net qu'aura apportés notre souscription.

Merci et Bonnes Lutttes.

FORUM NATIONAL **SUR LES SERVICES PUBLICS**

5 décembre Tours

Quels services publics pour demain ?

Service public outil de solidarité, outil de développement, outil d'aménagement du territoire

Cher(e)s Camarades,

Le 05 décembre 2005, de 19h00 à 22 h 00, se tiendra à Tours un Forum National, organisé par la CGT, sur le Thème du Service Public.

Ce Forum est l'un des 7 organisés par la CGT, dans le cadre de la préparation du 48^{ème} congrès de la CGT, en avril prochain.

L'Union Départementale a réservé un car pour participer à cette initiative. La participation à ce forum est ouverte à tous, syndiqués ou non syndiqués.

Nous vous invitons donc à vous inscrire rapidement, auprès de l'UD

Tél : 02 48 21 24 79 **Fax** : 02 48 21 24 89 **e mail** : cgt.ud.cher@wanadoo.fr

Départ : Bourges : 16 h 45 Place Séraucourt.
Vierzon : 17 h 15 Péage autoroutier Vierzon Forges.

Retour : Départ : 22 h 15 TOURS

Participation aux frais de transport : 10 € par personne.

Ce forum ne s'adresse pas aux seuls syndiqués, il ne s'adresse pas non plus aux seuls salariés des services publics mais aussi aux usagers qui ont leur mot à dire sur la question.

C'est pourquoi, il est important que les syndicats du secteur privé participent à ce forum en préparant des interventions sur ce qu'ils attendent des services publics en tant que citoyens mais aussi en tant que salariés dans une entreprise.

Des propositions de la CGT pour ouvrir des perspectives soumises au débat :

- > Question de l'emploi public (emploi public garant du service public, capacités doivent être développées et reconnues)
- > Un pôle public de financement avec qui et comment ?
- > La structuration des services publics doit tenir compte des réalités des territoires et des bassins de vie et d'emploi ; rebâtir une prospective stratégique enracinée dans les régions et prenant en compte les coopérations européennes (depuis la Région ...).
- > Quelle articulation local-national-Europe ?
- > Quelle complémentarité des politiques publiques de l'Etat et des collectivités territoriales ?

-0-0-0-0-0-0-



UD-CGT 18

PENIBILITE et RETRAITE

**Le droit à un départ anticipé bloqué par le
MEDEF !**

Seule la mobilisation peut faire bouger les choses !

Surcharge, intensité, exposition aux toxiques, organisation fabriquant du stress, le travail génère une inégalité d'espérance de vie de 8 à 12 ans suivant l'activité professionnelle.

Une double injustice insoutenable, à une vie raccourcie s'ajoute le fait de cotiser toute sa vie pour la retraite et le moment venu, de ne pas en bénéficier comme tout le monde.

Depuis plusieurs années, divers systèmes mis en place par les employeurs des grands établissements pour gérer les effectifs pouvaient permettre à de nombreux salariés fatigués, usés par le travail, de quitter avant 60 ans.

Aujourd'hui, il n'y a plus rien pour partir plus tôt. Pour certains, malheureusement cela pourra se traduire par la formule « de l'usine au cimetière ». A la fatigue des années de dur travail s'ajoute la désespérance de ne plus pouvoir partir comme prévu.

Le MEDEF joue la montre et tente de supprimer ce droit.

La loi sur les retraites a prévu l'ouverture de négociations sur la retraite anticipée pour travaux pénibles. Le MEDEF a mis plus d'un an avant de s'exécuter et a ouvert des négociations il y a 8 mois. Depuis, il n'a pas cessé de jouer la montre en faisant quelques propositions de prévention en dessous de ses engagements pris par un accord en 1975 et en dessous des obligations légales, sans jamais aborder la question de la retraite anticipée.

Le 27 septembre un front de toutes les organisations syndicales l'ont contraint à prendre l'engagement de rentrer dans le vif du sujet, à la réunion suivante, le 2 novembre : celui de la réparation par une retraite anticipée pour travaux pénibles et exposés. Le jour venu, le MEDEF revenait sur ses engagements en essayant de fissurer le front syndical. Celui-ci a tenu et à nouveau il a été contraint d'accepter un groupe de travail sur le financement de cette réparation. Un financement a été possible pour le départ anticipé des travailleurs de l'amiante, il l'est pour toutes les pénibilités et expositions. Mais nous ne sommes pas à l'abri d'un nouveau revirement du patronat.

**Pour la prochaine négociation le 6 Décembre
Faisons savoir nos exigences !**

**La CGT appelle à participer à la journée d'action unitaire dans le département
par des délégations auprès des directions appuyées par des débrayages et par des
rassemblements interprofessionnels**

A Bourges

**10 h 30 devant le MEDEF – Rue Molière
11 heures devant la Préfecture.**

SYNDICALISATION, AMPLIFIONS NOS EFFORTS

Tout d'abord un rappel sur le contenu du plan national de syndicalisation.

Celui-ci n'est ni l'addition, ni le croisement de ce que chacun doit faire dans son champ d'activité. Cela passera par l'élaboration d'un plan véritablement confédéral.

En effet, maintenir un déploiement de nos forces sur la durée implique une autre conception du travail en commun entre nous :

- > En visant à gagner par la conviction la mise en mouvement du plus grand nombre de syndiqués vers la rencontre de salariés d'autres secteurs d'activités, sur d'autres lieux de travail.
- > En coélaborant des cibles précises entre territoires et professions.
- > En bâtissant des projets et des plans de travail qui mobilisent les syndicats qui comptent des forces.
- > En construisant des collectifs de camarades pour les mettre en œuvre autour d'un animateur.

Des plans de syndicalisation ont été mis en place dans certaines Unions Locales du département, par exemple à Vierzon où l'UL s'est engagée à rencontrer les salariés du commerce. Des tracts invitant à une réunion ont été distribués par les camarades de l'UL. La réunion a eu lieu avec peu de monde, n'empêche que des centaines de salariés ont été en possession d'une Info CGT, ce qui n'aurait pas été le cas si les syndiqués de l'UL ne s'étaient pas investis avec la volonté d'aboutir. C'est une belle expérience qui demande à être renouvelée et développée.

La première analyse que nous avons pu tirer de cette action est la difficulté à travailler dans la durée. Travailler dans le temps oblige de créer un véritable projet avec des objectifs réalisables, il faut aussi savoir fixer des dates, cela permet de faire des bilans et des réajustements. Il faut qu'à tous les niveaux de responsabilités de la CGT nous soyons au courant des difficultés rencontrées par les acteurs impliqués dans ce plan, mais aussi des avancées afin de valoriser le travail, ce que nous négligeons souvent dans nos syndicats (nous passons plus de temps à analyser nos échecs qu'à fêter nos victoires, c'est dommage).

A ce jour dans notre Union Départementale, nous sommes 3.622 syndiqués connus, je dis connus car le bilan mensuel FNI qui sert à comptabiliser les syndiqués montre que certains syndicats n'ont pas fait connaître la quantité de FNI placés et payés. Quelques syndicats ont disparu (situation économique, délocalisation, fermetures, etc....) en sont les causes principales. En contrepartie, nous ne comptons qu'une seule création à Vierzon. Le point satisfaisant est que nous sommes à 189 nouvelles adhésions : 136 actifs et 53 retraités Bravo !

Comment allons-nous travailler l'orga dès le mois de janvier ?

- 1°/ Implication des membres de la CE de l'UD, via le plan départemental de correspondants syndicaux et les plans locaux de coopération de l'UD.
- 2°/ Chaque syndicat et Union Locale feront connaître leurs assemblées générales avec à l'ordre du jour la remise du timbre FNI.

En conclusion, il faut que dans le premier trimestre nous sachions combien nous sommes d'adhérents dans le Cher. Il est précisé que nous comptabiliserons les FNI payés par les adhérents.

Les objectifs principaux pour 2006 en termes d'organisation seront :

- > La vie syndicale ; une formation existe et des dates de stages ont été retenues (voir le calendrier de formation de l'UD paru dans un précédent numéro).
- > Le renforcement avec le développement des plans de syndicalisation dans les Unions Locales et l'implication de tous les militants.
- > Les luttes : il faut que l'utilisation du matériel informatique pour une gestion et une connaissance des luttes, devienne systématique. Là aussi il faudra peut-être que nous dispensions une formation, voire une information aux syndicats.
- > Le CoGiTiel, même si nous sommes bien par rapport à la moyenne nationale, demande un suivi régulier des syndicats sur le contenu des informations, sinon cet outil deviendra vite inefficace pour notre activité.

Voilà, nous avons «du pain sur la planche» et connaissant les capacités de chacun(e), aucun problème pour réussir à être plus forts et organisés.

u u

COMITE GENERAL de l'UD

L'Union Départementale réuni le Comité Général* le :

JEUDI 19 JANVIER 2006 de 8 h 30 à 17 heures
Salle de réunion du CREPS (Avenue du Maréchal Juin) à Bourges

Avec pour ordre du jour :

Le fonctionnement des Unions Locales
Le projet de nouveau système de répartition des cotisations.

* Le Comité Général est composé des membres de la CE de l'UD et de l'ensemble des secrétaires de Syndicats et sections syndicales du département.

Coupon de participation à retourner impérativement à l'UD-CGT 18 avant le 9 Janvier 2006

NOM – Prénom : _____

Entreprise ou Etablissement : _____

Prendra le repas de midi (12 €) : Oui Non

RESULTATS de la SOUSCRIPTION 05 de l'UD-CGT 18

VOYAGE : 3108

LECTEUR DVD : 1876 - 2666 - 3063

APPAREIL PHOTO NUMERIQUE : 1486 - 2235 - 4284

RADIO DISC LASER : 109 - 888 - 4562 - 5491 - 5748

MINI CHAINE HI-FI : 1968

BOUILLOIRE ELECTRIQUE : 1363 - 2561 - 3523

PRESSE AGRUMES : 469 - 3694 - 3722

GRILLE PAIN : 3306 - 3528 - 5777 - 6342

RAMASSE-MIETTES ELECTRIQUE : 1027 - 3431 - 5098

PERCEUSE : 271 - 388 - 548 - 2258 - 2816 - 3027 - 3821 - 4663

SCIE SAUTEUSE : 929 - 2151 - 2330 - 2844 - 3117 - 5077

COCOTTE MICRO : 07 - 74 - 822 - 944 - 1218 - 1242 - 1323 - 2748 - 2911 - 3371 - 3426 - 3591 - 3708 - 3922 - 3934 - 4126 - 4788 - 5147 - 5322 - 6497

BOULES DE PETANQUE : 717 - 748

DRAP DE BAIN : 81 - 3316 - 3442 - 3853 - 3900

FILETS GARNIS : 17 - 166 - 452 - 672 - 797 - 999 - 1006 - 1225 - 1531 - 1575 - 1678 - 1681 - 2218 - 2598 - 2712 - 2648 - 2811 - 2957 - 3070 - 3328 - 3446 - 3544 - 3581 - 3881 - 3903 - 4007 - 4518 - 5451 - 5481 - 5818 - 6043 - 6126 - 6318

Les numéros se terminant par 4 gagnent 1 Boîte de Chocolats

Les numéros se terminant par 9 gagnent une 1 Bouteille de Beaujolais nouveau

Les lots sont à retirer au siège de l'Union Départementale des Syndicats CGT du Cher
8, Place Malus à Bourges
sur présentation du billet gagnant
et ce jusqu'au 31 janvier 2006